

CE MONDE QUI BOUGE

Baghdad, ce 9 avril 2003

Par Hassane Zerrouky



C'était le 9 avril 2003 à Baghdad. Ce jour-là, vers midi, le dernier raid meurtrier des F-16 sur les casernes de la Garde républicaine dans le quartier de Dora était suivi par un silence inhabituel. A l'hôtel

Palestine, déserté la veille par les fonctionnaires du ministère irakien de l'Information, nous étions plusieurs dizaines de journalistes à attendre l'arrivée des forces américaines. En vérité, un de leurs détachements contrôlait depuis le 7 avril le palais de Saddam de l'autre côté du Tigre, face à notre hôtel, tandis que le gros des troupes était dans les faubourgs de la ville. Saddam City, aujourd'hui Sadr City, était déjà sous contrôle US. Dans ce quartier chiite, les pillages, les incendies des locaux du Baath et des habitations de ses cadres avaient précédé la mise à sac à grande échelle qu'allait connaître Baghdad durant plusieurs jours.

Ce n'est que vers le milieu de l'après-midi du 9 avril que les premiers chars US sont arrivés sur la place Firdaus où trônait l'immense statue de Saddam, précédant une armada de plusieurs centaines de véhicules blindés. Pénétrant dans l'hôtel sur lequel un de leurs chars avait tiré la veille tuant trois journalistes, les premiers Marines réquisitionnaient le rez-de-chaussée pour installer le siège du commandement américain. Toujours en cet après-midi, une centaine de jeunes venant de l'avenue Karrada scandant "A mort Saddam !" déboulait sur la place cernée par les blindés US, jetant toutes sortes de projectiles, y compris des chaussures, sur la statue de Saddam. Puis, à l'aide d'une corde, ils ont tenté de la déboulonner. Peine perdue, mesurant près de trois mètres — si mes souvenirs sont bons — cette statue de bronze était solidement implantée. C'est alors qu'un officier de Marines a ordonné à ses hommes d'aider les manifestants. Et à l'aide d'un filin tracté par un blindé, la statue de Saddam s'est effondrée sous les acclamations de la centaine de manifestants et sous l'œil des caméras et des photographes de presse. Cette image a fait le tour du monde. Pendant ce temps-là, Marwan, un des guides mis par le ministère de l'Information au service des journalistes, était en sanglots, maudissant l'ancien dictateur d'avoir causé la ruine du pays et jurant que les Américains partiront par la force. Sur le coup, je ne l'ai pas trop cru du fait de la facilité avec laquelle le régime s'est effondré. Mais je n'ai jamais oublié les larmes versées par ce solide gaillard. Le régime baathiste n'était pas sa tasse de thé mais l'occupation de son pays lui était insupportable. Je n'ai plus revu Marwan. Ce jour-là, j'ai compris que le plus dur attendait les forces américaines. Je n'ai plus revu également Cheikh Abbas, rencontré le lendemain de la chute du régime près de Falloudja. Entouré de ses enfants et petits-enfants, cet homme fier, alors armé d'un vieux fusil, affirmait, sous le regard condescendant de quelques journalistes occidentaux, que cette terre d'Irak sera le tombeau des Américains. A l'époque, j'avais écrit que le vieux Abbas tentait de se consoler comme il pouvait de l'amère réalité de la défaite irakienne. Aujourd'hui, force est de constater qu'il avait quelque part raison : les USA se sont bel et bien enlisés dans le borbier irakien.

Quatre ans après, ce 9 avril 2007, je repense à ces deux hommes qui avaient en commun d'être de farouches nationalistes. Pas islamistes. Que sont-ils devenus ? En mars 2004, quand je suis retourné à Baghdad, j'ai appris par un de ses amis que Marwan était dans la résistance irakienne. Quelque part dans le triangle sunnite. Depuis, il est peut-être mort. Mais je sais une chose, si Marwan a pris les armes, le vieux Abbas a dû s'engager à sa manière dans la résistance nationale, et non au sein de la Qaïda, groupe qui s'est installé en Irak grâce à l'occupation US. Et dont les actions, plus que médiatisées, servent cette stratégie américaine qui, à défaut d'avoir apporté la démocratie, a créé les conditions d'une implosion du pays.

H. Z.

ORAN : EN VISITE "PRIVEE", AMAR TOU, MINISTRE DE LA SANTE ET TETE DE LISTE FLN A ORAN, DECLARE :

"Pour être tête de liste, il faut le pouvoir !"

Durant la matinée d'hier, nous avons appris, hier matin, la visite inopinée du ministre de la Santé, Amar Tou, et tête de liste du FLN à Oran aux prochaines élections législatives. Une candidature qui est vivement contestée par certaines ailes du parti.

Sa visite qu'il qualifie de "privée" a eu lieu à la Chambre de commerce d'Oran où il a pris part à une rencontre qui se tient régulièrement entre des opérateurs économiques. Ce

jour-là, il était question du domaine médical.

Rencontré dans le hall de la Chambre de commerce, le ministre, tout en insistant sur l'aspect purement personnel de sa visite, a néanmoins répondu à quelques questions de la presse en usant de son langage habituel, souvent critique vis-à-vis de la profession. "Pour moi, dit-il, la presse devrait être les yeux de la politique, ce n'est pas à moi de vous faire une analyse de la

situation politique actuelle qui entoure les législatives, mais ce sont bien les journalistes qui devraient s'en charger. Or, certains journalistes puisent leurs informations des cafés (el khaoui) pour rédiger leurs articles". Concernant les remous et les contestations que connaît son parti, il dira en affichant une certaine satisfaction : "Mais c'est bien ce que cela veut dire, c'est important tous ces enjeux." Au sujet de la vive contestation qui entoure

sa candidature en tant que tête de liste du FLN à Oran, il dira : "Pour être tête de liste il faut le pouvoir !" Est-ce un double sens qu'il fallait saisir à travers sa réponse, à savoir qu'il faut être capable d'être tête de liste ou encore qu'il faut également avoir le pouvoir ?

Quel que soit le sens de sa phrase, en toute apparence, la contestation ne semble pas inquiéter le candidat aux prochaines législatives.

Ameil B.

POLEMIQUE ARPT-ALLO OTA
Vers une sortie de crise

La polémique entre l'ARPT et Orascom Télécom Algérie autour de la grille tarifaire de Allo OTA semble avoir trouvé une sortie de crise. Cette solution réside en le transfert de l'offre tarifaire Allo OTA en promotion temporaire. L'annonce a été faite par Boudjema Haïchour, ministre de la Poste et des Technologies de l'Information et de la Communication, en marge de l'ouverture du Salon du son et des images.

Le ministre, qui a cité un compte rendu de l'ARPT, a expliqué que cette voie pourrait mettre fin à cette polémique et permettre par là même à Allo OTA d'aligner ses tarifs sur ceux similaires des autres opérateurs. Des offres autrement plus concurrentielles du point de vue tarifaire.

Le ministre, qui a lu devant les journalistes le rapport établi par l'ARPT, a cité un passage dans lequel cette agence précise que si cette ébauche de solution aboutit, il sera procédé à la réorganisation des relations futures avec les trois opérateurs pour un meilleur essor du secteur des télécommunications en Algérie.

Il n'en demeure pas moins que dans le rapport adressé par l'ARPT au ministre de tutelle, il y est souligné que cette solution de sortie de crise peut éventuellement faire l'objet d'un refus exprimé par le conseil d'administration de l'Agence de régulation. Invité à donner l'avis du ministre sur cette question, Haïchour — dont le sens de la communication est à saluer

— a rappelé que la politique du gouvernement et celle de l'Etat en général s'articulent autour de l'encouragement de l'investissement dans notre pays.

Le ministre a aussi assuré que l'ARPT est régie par des textes qui déterminent son champ d'action et qu'il convient de respecter à la lettre ce champ d'intervention. "L'ARPT, qui est une entité indépendante est appelée à veiller à la régulation et ne pas intervenir dans la concurrence." Haïchour a par ailleurs affirmé sa satisfaction quant à l'épanouissement du secteur des télécoms. "Algérie vient en première place dans la région du Maghreb avec une télédensité estimée à 63%", conclura-t-il.

M. N.

920 TRAVAILLEURS DES UNITES DE TUBPROFIL DE REGHAIA EN GREVE ILLIMITEE

Ils rejettent la privatisation de leurs unités au profit de Cevital

920 travailleurs des deux unités PAF (profilé à froid) et PTS de Réghaïa (w. d'Alger) dépendantes de la filiale Tubprofil du Groupe Anabib SPA, sont entrés en grève illimitée depuis samedi 7 avril 2007. Les grévistes protestent contre la privatisation des trois unités (PAF, PTS domiciliées à Réghaïa et PTPP située à Oran) qui emploient, selon les responsables syndicaux environ 1 069 travailleurs.

"Nous n'avons pas été associés conformément aux orientations du gouvernement au processus de privatisation et la loi, notamment la note n°6/2004 du CPE a été violée", affirme M. Triaki, représentant des travailleurs que nous avons joint par téléphone. Au quatrième jour de cet arrêt de travail, c'est M. Lakhadari, président du CP de la Tubprofil, entouré des responsables syndicaux qui nous a reçus.

Nos vis-à-vis confirment les précédentes déclarations avant de démentir les affirmations de leur P-dg, M. Benkanoun, qui aurait dit par le biais d'un média public que les travailleurs auraient été associés à ce processus de privatisation. Selon nos interlocuteurs, l'entreprise se porte bien et tous les paramètres économiques sont au vert. "Nous, nous voulons une mise à niveau industrielle de l'entreprise et des crédits d'investissement". Donc pour les pro-

testataires ils ne voient pas la nécessité de mettre en vente une entreprise qui se porte bien. Les 3 unités mises en cession auraient, d'après leurs dires, réalisé, en 2006, un chiffre d'affaires (CA) de 257 milliards de centimes avec à la clé un bénéfice net de 46 MDA. Comme preuve de la bonne "santé" des unités mises en vente le 2 avril par décision du CPE, chaque année, clament les représentants des travailleurs, le personnel perçoit une PRC dont le taux équivaut à 35%. Dans une lettre adressée au président de la République, au chef du gouvernement et aux autres instances sociales, les rédacteurs écrivent en conséquence "nous rejetons la privatisation et le fait accompli".

Questionnés sur l'identité du repreneur, de l'évaluation du patrimoine à céder et du montant de l'offre, ils disent ignorer tout. Les grévistes sont assurés pour l'heure du soutien des unions locales de Réghaïa et Rouiba, de leur fédération et du syndicat d'entreprise de la SNVI.

Du côté de la direction, il semblerait que ce processus de délestage dicté par des impératifs d'Etat soit entré dans une évolution rendue irréversible. Ce qui n'est pas pour instaurer un dialogue entre les deux antagonistes. Cependant, M. Benkanoun se veut rassurant à l'endroit des travailleurs, "c'est une déci-

sion qui ressort d'un processus arrêté par le gouvernement", nous a-t-il déclaré avant de préciser : "C'est une offre en béton qui garantit le maintien de l'emploi avec un délai sans limite.

Par ailleurs, le repreneur apporte dans l'immédiat un investissement de 5,6 milliards de dinars pour les années 2007/2009". Pour lui, la pérennité de l'entreprise en l'état actuel ne repose pas sur une capacité industrielle des plus appropriées à l'activité du Groupe. "La technologie en matière de sidérurgie a évolué, tandis que nos équipements sont obsolètes. 6 machines sont à l'arrêt", constate-t-il.

D'après l'appel d'offres qui a suivi un développement normal et transparent, selon ses

dires, 6 acquéreurs se sont manifestés. A l'issue d'une première étude, seules trois soumissions, dont celle de Cevital ont été acceptées. Par la suite, l'offre du Groupe Cevital de M. Rebrab qui a été jugée meilleure au plan économique et financier, a été définitivement retenue.

Questionné sur la valeur économique et financière des entités à privatiser ainsi que le montant de l'offre, ce dernier a refusé de divulguer ces informations. Au quatrième jour de l'arrêt de travail, les protestataires ne voyant certainement pas de répondant à leur revendication : c'est-à-dire l'annulation de cette privatisation, ont laissé entendre qu'ils comptent organiser des actions de rue.

Abachi L.

Marche et sit-in des fils de chahid

Une marche et un sit-in ont été organisés, dans la journée d'hier, à Tizi-Ouzou, à l'appel de la Fédération des fils de chahid de la wilaya de Tizi-Ouzou (FFC). Plusieurs centaines d'ayants droit de chouhada ont rallié, à partir de l'esplanade de l'ancienne mairie de Tizi-Ouzou qui abrite les locaux de leur organisation, le siège de la wilaya. Les marcheurs, qui se sont rassemblés devant le portail de la cité administrative, étaient porteurs d'une lettre de protestation et de dénonciation destinée au président de la République, via le wali de Tizi-Ouzou qui a reçu une délégation des protestataires lesquels ont tenu à élever une protestation auprès du premier magistrat du pays, suite à la marche nationale à laquelle avait appelé la FFC à Alger, il y a plus d'une semaine et qui a été empêchée par les pouvoirs publics et sévèrement réprimée par les services de sécurité.

S.A.M.